

veille de se conclure entre la royauté et le parti catholique. On fut si près de s'entendre, qu'il ne restait plus à résoudre que quelques points de la question militaire et politique. Mais les lenteurs des négociations n'entraient point dans l'esprit du parti que dirigeait le duc de Guise. Soit que son ambition lui fit jouer un rôle odieux, soit qu'il fût entraîné par l'effervescence de son parti, ce dernier se joua de la crédulité de l'envoyé du roi. Paris, d'ailleurs, était à la veille de se soulever; pour que la bourgeoisie prit les armes, il ne lui manquait plus que la présence de son chef, Henri III le savait bien. Aussi envoyait-il à Bellièvre l'ordre de défendre au prince lorrain de venir à Paris. Mais Guise ne pouvait reculer; s'il eût hésité, la Ligue choisissait un autre chef. Il fit à l'envoyé du roi une réponse évasive et ne s'en dirigea pas moins vers Paris. A son retour, Bellièvre reçut de nouveau l'ordre du roi de porter à Guise une défense encore plus absolue de venir dans la capitale. Il rencontra le duc à Soissons et lui déclara, au nom de Henri III, que s'il venait contre la volonté de Sa Majesté, elle le tenait pour criminel et auteur des troubles de son royaume. La réponse fut encore ambiguë. Guise chargea Bellièvre de l'excuser auprès du roi et continua sa marche par des chemins détournés, si bien qu'il arriva à Paris presque en même temps que l'envoyé du roi (9 mai 1588).

On sait quelles furent les suites du retour du duc de Guise. Ce fut le signal de la révolte, et la journée des barricades vint bientôt contraindre les Valois à quitter Paris, où ils ne devaient plus rentrer (12 mai 1588). Au milieu de cette émeute, plusieurs bourgeois exaltés voulurent mettre Bellièvre à mort, mais Guise, qui se donna dans ce désordre le rôle le plus généreux, lui sauva la vie.